

# LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 27 MARS 2018

## SOMMAIRE

- 1) Il baisse le déficit !
- 2) Le plan du gouvernement
- 3) La longue marche
- 4) Plus et plus...
- 5) L'escroc du XX siècle...



Diez Gérard La Presse en Revue

## I) France : le déficit baisse mais la dette gonfle



La France a enregistré en 2017 un déficit public plus faible que prévu, à 2,6% du produit intérieur brut (PIB) au lieu des 2,9% officiellement attendus, a annoncé lundi l'Insee.



**La France a enregistré en 2017 un déficit public plus faible que prévu, à 2,6% du produit intérieur brut (PIB) au lieu des 2,9% officiellement attendus, a annoncé lundi l'Insee. Mais cela n'a toutefois pas permis de faire refluer la dette publique, qui continue à s'accumuler tant que les comptes publics sont dans le rouge.**

La France a enregistré en 2017 un [déficit public](#) plus faible que prévu, à 2,6% du produit intérieur brut (PIB) au lieu des 2,9% officiellement attendus, a annoncé lundi l'Insee dans un communiqué. C'est la première fois depuis 2007 que la France repasse sous la fameuse barre des 3% de déficit exigée par les traités européens. En 2016, le déficit s'était établi à 3,4% du PIB.

Le déficit public 2017, qui agrège les soldes des comptes de l'Etat, des collectivités locales et des administrations de Sécurité sociale, a atteint 59,3 milliards d'euros contre 75,9 milliards un an plus tôt. L'amélioration est à mettre au compte de l'Etat, dont le besoin de financement s'est élevé à 64,3 milliards d'euros contre 73,8 milliards en 2016, et des administrations de sécurité sociale, qui ont dégagé un excédent de 5,1 milliards d'euros, le premier depuis 2008, après un déficit de 2,2 milliards en 2016.

### **Nouveau record des prélèvements obligatoires**

Les collectivités locales ont enregistré elles aussi un excédent (+0,8 milliard) mais inférieur à celui de 2016 (3 milliards) du fait de la hausse de leurs investissements après trois années consécutives de baisse, précise l'Insee. Les dépenses publiques ont augmenté globalement de 2,5% l'an passé, soit une nette accélération par rapport à 2016 (+1,0%), les seules dépenses de fonctionnement progressant de 2,2% (après +0,7% en 2016) sous l'effet notamment de la hausse du point d'indice de la fonction publique en février 2017.

Elles ont atteint 56,5% de la richesse nationale l'an passé, soit 0,1 point de moins qu'en 2016. Les recettes ont bondi parallèlement de 4,0% (contre +1,4% en 2016), avec notamment des hausses de 5,2% des impôts sur le revenu et le patrimoine, de 4,6% des impôts sur les produits et la production et de 3,5% des cotisations sociales perçues. Le taux de prélèvements obligatoires atteint un nouveau record de 45,4% du PIB contre 44,6% un an plus tôt. Hors contribution exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés des grandes entreprises de fin d'année, qui a servi à compenser le coût de l'annulation de la taxe sur les dividendes, leur hausse sur un an est de 0,5 point.

D'après l'Insee, la baisse du déficit n'a toutefois pas permis de faire refluer la [dette publique](#), qui continue à s'accumuler tant que les comptes publics sont dans le rouge. Cette dernière a atteint fin 2017 97% du PIB, contre 96,6% fin 2016. En valeur absolue, la dette est désormais de 2.218 milliards d'euros, soit 66 milliards de plus qu'en

2016 (2.152 milliards).

### **"Une crédibilité retrouvée"**

Le retour de la France dans les clous européens est une bonne nouvelle pour le gouvernement, qui avait fait du passage sous les 3% la clé de voute de sa politique budgétaire. "Je ne fais pas des 3% un totem, mais un symbole: celui de la crédibilité retrouvée auprès de nos partenaires européens", avait expliqué à l'automne le ministre des Finances [Bruno Le Maire](#).

La France était le dernier pays de l'Union européenne avec l'Espagne à être encore sous le coup d'une procédure pour déficit excessif. Bruxelles, qui a déjà accordé à la France deux délais de deux ans (2013 et 2015) pour revenir dans les clous, avait exclu toute nouvelle rallonge. "Pour être le leader en Europe", la France doit "montrer l'exemple", avait mis en garde fin janvier le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, appelant Paris à poursuivre ses efforts.

Dans son projet de loi de finances 2018, le gouvernement a inscrit un déficit de 2,8% cette année, et 2,9% l'an prochain. Mais ces chiffres pourraient être revus à la baisse, d'autant que la croissance -- et donc les rentrées fiscales -- s'annonce plus forte en 2018 que les 1,7% actuellement prévus.

(Source : AFP et Reuters)

Challenge<sup>s</sup>

## **II) Nucléaire: le plan du gouvernement pour les 15 prochaines années**



### **Le ministère de la transition écologique planche sur une feuille de route visant à fermer seulement une dizaine de réacteurs d'ici à 2035 au plus tard.**

Tout pour sauvegarder le nucléaire. Le gouvernement lance aujourd'hui les débats sur la politique énergétique de la France pour les vingt prochaines années. Mais le ministère de la Transition écologique planche déjà sur une feuille

de route assez précise. En novembre dernier, le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) avait présenté cinq scénarios de transition énergétique à horizon 2030-2035. Le gouvernement en a rapidement sélectionné deux pour approfondir ses travaux. Mais depuis quelques semaines, il étudie l'un plus que l'autre. Dans les échanges avec les associations environnementales ou les industriels, le scénario qui "ferme le moins de réacteurs nucléaires est clairement privilégié" explique le représentant d'une association qui participe aux réunions ministérielles.

Dans un document que BFM Business s'est procuré, l'administration cible un objectif de 56% de nucléaire dans la production électrique à horizon 2035 contre 75% aujourd'hui (le gouvernement acte ainsi définitivement un retard de dix ans sur la loi de transition énergétique écrite en 2015 par Ségolène Royal). Pour y parvenir, le plan prévoit la fermeture de onze réacteurs dont les deux de la centrale alsacienne de Fessenheim. L'autre scénario vise 46% de nucléaire toujours 2035 et prévoit d'en fermer dix-huit, soit un tiers du parc nucléaire français.

Ce scénario n'est pas le plus privilégié par l'Etat qui préfère celui qui correspond davantage à ce que souhaite EDF. L'électricien milite depuis plusieurs mois pour préserver le maximum de réacteurs nucléaires jusqu'en 2035 afin de les exploiter au maximum, jusqu'à l'âge de 50 ans. Le groupe a toujours envisagé de fermer, en dehors de Fessenheim, les deux plus vieilles centrales, Bugey et Tricastin, ce qui porterait à dix le nombre de réacteurs fermés...

### **Pari osé sur les exportations**

L'option sur laquelle planche donc le gouvernement a aussi l'avantage de développer fortement les énergies renouvelables en portant leur production à 40%, même si le second schéma les propulse à 49% de la production d'électricité.

Cette solution semble conforter les deux "clans" en conservant beaucoup de nucléaire et en augmentant les énergies renouvelables. Elle permet surtout de limiter les subventions publiques à environ 70 milliards d'euros sur la période 2017-2030. Bémol de taille, dans un marché déjà en excès de capacité de production, en rajouter va aggraver le déséquilibre. D'autant qu'EDF prévoit pour les vingt prochaines années une stabilisation de la consommation en France.

Le gouvernement a trouvé la parade en misant sur les exportations d'électricité! Il prédit qu'elles doubleront d'ici 2035 tout en misant sur un manque de capacité de production de nos voisins européens, notamment la Grande-Bretagne et l'Italie. Un pari audacieux, voire utopique, car tous les pays cherchent à assurer leur indépendance énergétique.

Sans demande extérieure, la surproduction ne se transforme pas en exportation mais fait baisser les prix au détriment des finances d'EDF... Sans pour autant redresser celles de la France. L'excédent commercial "électrique" passerait certes de 2 à 4 milliards d'euros. Pas de quoi compenser une facture pétrolière qui atteint près de 40 milliards d'euros aujourd'hui.

### **Impact nul sur l'emploi**

Seul avantage certain, l'impact sur l'emploi.



Selon le document ministériel, la fermeture d'une dizaine de réacteurs entraînera la suppression de 35.000 emplois entre 2017 et 2035 quand l'essor des énergies renouvelables en créeront 36.000 sur la même période.

Loin des idéaux écologiques de Nicolas Hulot, cette feuille de route gouvernementale s'assoit d'abord sur la sauvegarde du nucléaire pour stabiliser les finances d'EDF. Certes, le bilan carbone est heureusement positif. Mais l'essor des énergies renouvelables est avant tout dicté par des impératifs financiers et sociaux. La conversion d'Emmanuel Macron à l'écologie passe d'abord par l'économie.

Matthieu Pechberty



### III) Européennes. Déjà en campagne, les marcheurs rêvent de parachever la recomposition politique

Pierre Duquesne



Un projet « ambitieux » et « exigeant » vis-à-vis de l'Europe actuelle. Ces deux termes ont été martelés lors de la conférence de presse donnée mercredi soir au siège du mouvement, rue Saint-Anne, à Paris. Photo : Alain Jocard/AFP

**Une grande marche pour l'Europe est lancée ce week-end par les militants de La République en Marche (LREM). Ce scrutin qui n'aura lieu qu'en mai 2019 est une occasion rêvée pour le parti présidentiel pour élargir le « bloc central » avec les centristes de l'UDI, d'Agir, les proches d'Alain Juppé ou des personnalités comme Daniel Cohn-Bendit.**

Les marcheurs veulent refaire le coup de 2017.

LAPRESSEENREVUE.EU

« Pour les européennes comme pour la présidentielle, on s'y prend en avance et on lance une grande marche », s'enthousiasme Virgile, tout jeune militant de Boulogne-Billancourt. Comme lui, près de 3 000 référents ont été désignés pour lancer la campagne des européennes de la République en marche, à compter de samedi. Une start-up a été chargée de repérer des quartiers cibles et une application lancée pour coordonner cette « grande marche pour l'Europe ». Enfin, un questionnaire sera massivement rempli et ses résultats seront analysés à l'aide de logiciel « d'intelligence artificielle » expliquent les militants de la start-up nation. Quand on y regarde de près, cela ressemble surtout à d'ordinaires meetings et de traditionnels portes-à-portes.

L'objectif, toutefois, c'est de dépasser le chiffre des 100 000 portes ouvertes en 2016, au moment du lancement de la campagne d'Emmanuel Macron. Un comité national de campagne s'est tenu pour la première fois lundi dernier, et se réunira chaque mois jusqu'en mai 2019. Il faudra toutefois attendre l'automne pour connaître le contenu de la « plateforme » programmatique. Quant à la liste de candidats, et sa composition, elle ne sera dévoilée qu'au dernier moment, notamment pour ne pas abîmer l'image des têtes de listes, explique Christophe Castaner, le délégué général de la République en Marche.

#### Quand les marcheurs se mettent à critiquer les technocrates de Bruxelles...

Si les macronistes partent si tôt en campagne, ce n'est pas seulement pour clamer que « la question européenne est au sommet de la charte des valeurs » du mouvement. Ce scrutin sera le premier test pour la majorité depuis les victoires du printemps 2017. Et s'il est très puissant à Paris, le mouvement n'a pas encore des bases solides sur l'ensemble du territoire. D'où l'intérêt de partir avec de l'avance.

Les marcheurs rêvent aussi de parachever la recomposition politique entamée lors des dernières échéances électorales. Et les européennes seront l'occasion rêvée, à les écouter, pour élargir le « bloc central » qui leur sert de majorité. « En France, la limite partisane a fortement éclaté sur ce sujet-là. Il suffit d'entendre ces jours derniers Alain Juppé, Pierre-Yves Bournazel, Daniel Cohn-Bendit ou le président de l'UDI », rappelle Christophe Castaner. Qui note que ce débat n'a jamais été tranché chez LR, dont le président a annoncé une grande réflexion sur le sujet, ou au PS, où la question européenne a encore divisé les dirigeants du lors du récent débat pour le poste de premier secrétaire. « Entre Faure et Morel, il y a deux lignes qui s'expriment », souligne en connaisseur l'ancien socialiste.

Pour rassembler le « camp progressiste », le parti de la rue Saint-Anne, à Paris, n'hésitera pas à sonner l'alerte contre « la montée des partis populistes, principalement d'extrême droite » partout sur le continent. Mieux, l'expérience du Brexit serait, quand on écoute les marcheurs, des arguments en or contre tous ceux qui oseraient remettre en cause la construction et le fonctionnement de l'Union européenne. « Je crois que l'impasse institutionnelle dans laquelle se trouve l'Italie peut aussi questionner celles et ceux qui ont voté ces mouvements politiques populistes et qui, pendant un an, vont montrer toutes leurs incapacités à gérer dans de bonnes conditions l'Italie, estime aussi Christophe Castaner. La recomposition politique peut se faire à un rythme rapide. » Mais il ne faut pas non plus

réduire la stratégie européenne de LREM à la volonté de redessiner le paysage politique. Les partisans d'Emmanuel Macron, dans cette affaire, veulent mener une bataille culturelle sur la question européenne.

Il faut aller au-delà de la simple opposition « entre l'éternel question du oui ou du non à l'Europe » pour défendre un projet de « refondation de l'Europe », prévient Christophe Castaner. Selon lui, les élections récentes dans un certain nombre de pays, comme en Allemagne, en Italie, montrent « à quel point les opinions publiques sont profondément clivées, profondément divisées et profondément critiques vis-à-vis de l'Europe. (...) Il convient donc d'avoir un discours politique qui prenne le pouls de cette réalité-là. »

Comment ? En défendant un projet « ambitieux » et « exigeant » vis-à-vis de l'Europe actuelle. Ces deux termes ont été martelés lors de la conférence de presse donnée mercredi soir au siège du mouvement, rue Saint-Anne, à Paris. « Parce que nous aimons l'Europe, nous voulons la changer en profondeur », dit aussi Castaner. Les militants sont priés de défendre une « souveraineté européenne » qui sera le meilleur rempart pour « protéger » les Français contre les menaces du monde. C'est la ligne donnée par Emmanuel Macron lors de son discours de la Sorbonne, en septembre dernier. « Car trop souvent les Français ont l'impression que l'Europe est un rêve lointain, désormais capturé par les technocrates », ose même le porte-parole d'un mouvement qui a propulsé la technostructure aux commandes de l'Etat français.

Le message a été bien reçu. « Nous ne sommes pas des eurobéats. On la critique cette Europe quand elle ne sert qu'à fixer des normes juridiques inutiles ou qu'elle est aux mains des technocrates, sans porter un projet politique », explique aussi Martin Bohmert, nouveau délégué général des Jeunes avec Macron. Lequel rappelle opportunément que le nouveau pouvoir « s'est battu à Bruxelles sur l'utilisation glyphosate, sur la question du travail détaché et qu'il pousse pour que l'Union européenne régule mieux les Gafam », ces géants du net et du big data.

#### Certains veulent rejouer le match de 2005

C'est aussi le discours tenu par la ministre chargée de l'Europe et des Affaires européennes, Nathalie Loiseau. « C'est en Europe qu'on est en train d'inventer un règlement qui protège les données personnelles des utilisateurs d'internet. On ne pourrait pas le faire dans un pays seul. C'est en Europe que l'on peut faire face à la transition écologique. (...) C'est l'Europe qui a rendu l'accord de Paris possible et qui le met en œuvre mieux que les autres. Les réseaux terroristes ne connaissent pas les frontières. On ne peut pas mener une lutte contre le terrorisme à Paris et ne pas s'intéresser à ce qu'il se passe à Berlin, à Madrid », a déclaré mercredi la ministre sur la tribune de la salle Bobino, à Paris, lors du premier meeting des européennes organisé par les comités parisiens de LREM. D'autres responsables ont souligné combien l'Europe était le meilleur niveau d'intervention pour gérer l'afflux des réfugiés ou pour peser économiquement face au protectionnisme américain ou la concurrence chinoise.

On est loin des arguties sur l'Europe de la paix, la défense des bienfaits du libre circulation des personnes ou la magie de bébés Erasmus que l'on a pu entendre lors des précédentes élections



européennes ou lors du débat sur la Constitution européenne. Mais à la tribune, certains alliés du « camp progressiste » ne sont pas encore sur la même longueur d'ondes. À commencer par l'eurodéputé Modem Jean-Marie Cavada qui s'est lancé dans une ode à la fraternité des jeunes du continent qui « écoutent la même musique » et à la grandeur de la culture européenne, de ses compositeurs, de Beethoven... Un discours proche de la caricature.

Un autre septuagénaire, Daniel Cohn-Bendit, a exhorté les marcheurs à aller au delà du discours réaliste et pragmatique sur « l'Europe qui protège ». « Ce qui peut nous différencier, c'est que nous avons envie d'Europe. C'est pour nous un imaginaire, une vision et une utopie. (...) Il faut aussi être capable de dire que l'Europe n'est pas seulement là pour diminuer vos peurs ; l'Europe est aussi là pour fomentier votre espoir ». Le fondateur d'Europe Ecologie-Les Verts, véritable clou du spectacle, ira même jusqu'à vouloir remettre dans le débat l'adoption d'une Constitution européenne. « Ce serait une avancée incroyable qu'enfin cette Europe est une constitution qui définisse cette démocratie européenne. C'est nécessaire et il faut reprendre ce débat. »

Il n'est pas le seul à vouloir rejouer le match de 2005. « Les enjeux européens, du moins depuis 2005 et le non français à la Constitution européennes, ont été abandonnés par les grands partis politiques du centre droit et du centre gauche, parce qu'ils étaient profondément divisés et ils ont préféré abandonner ce projet aux partis eurosceptiques et europhobes», explique aussi Pieyre-Alexandre Anglade, député LREM des Français de l'étranger pour le Benelux et chargé par le mouvement de créer des liens avec les autres forces européennes à Bruxelles. L'instauration d'une liste nationale va permettre, selon lui, de mener enfin ce débat à son terme, « projet contre projet ». Ce n'est pas seulement nécessaire pour accélérer la recomposition politique en France, mais aussi pour sauver le statut quo au sein de l'Union européenne. Car au Parlement européen aussi, prévient le député, « si nous n'arriverons pas à rassembler les progressistes qui se trouvent à droite, à gauche au centre et chez les écologistes, tôt ou tard, nous serons en situation de blocage ».

**l'Humanité.fr**

## **IV) Pour une Europe plus sociale, plus écolo, plus solidaire**

Par [Marie Desplechin, écrivaine](#), [Yannick Jadot, député européen](#), [Dominique Méda, sociologue](#), [Benoît Biteau, paysan](#) et [Damien Carême, maire de Grande-Synthe](#)



Le drapeau européen projeté sur la Grand Place de Bruxelles le 31 janvier.  
Photo: EMMANUEL DUNAND/AFP AFP

## **Paysan, écrivaine, sociologue, député européen ou maire, ils veulent repenser l'Europe quand le repli sur soi nationaliste semble sur le point de s'imposer. Une Union européenne qui s'appuie sur des valeurs et pas seulement sur l'économie.**

Aujourd'hui pour nous, demain pour nos enfants, leur avenir et leurs rêves, nous avons deux solutions : le repli sur soi, cette peste politique et mentale qui s'empare de l'Italie, après la Grande-Bretagne, l'Autriche et tant d'autres ; ou la réinvention du monde, via celle d'une Europe démocratique et solidaire. Créer l'Europe verte et sociale dont nous rêvons ou se résoudre à disparaître.

Nos démocraties risquent de s'éteindre faute de porter le moindre projet de civilisation, de dépérir faute de dessein commun. Il nous faut porter cette Europe «matrie» dont parle le sociologue Bruno Latour, édifier la maison commune qui protège la planète, cultive le vivant et nous réconcilie les uns avec les autres, et donc d'abord avec nous-mêmes. Nos enfants méritent qu'on se batte pour leur offrir le monde.

Pour ce faire, nous devons combattre les replis et les haines, les fausses promesses de frontières réductrices qui ne seront protectrices de rien et les nostalgies régressives de l'Etat nationalet total. Mais aussi rejeter le *statu quo* des rentiers du vieux monde qui pilotent aujourd'hui ce qui reste de l'ancien projet européen et sacrifient notre futur à tous aux habitudes et aux intérêts de quelques-uns. Il nous faut, pour sauver l'idée européenne, oser rompre avec le «machin» qui prétend l'incarner, et en l'incarnant si mal, l'avilit.

Quelle est cette Union qui laisse un jeune sur cinq au chômage, un sur trois en Italie et en Espagne, un sur deux en Grèce ? Quelle est cette politique qui multiplie les travailleurs pauvres et précaires, abandonne les quartiers populaires comme les zones rurales, sacrifie les services publics, refuse de prendre au sérieux la transition écologique ? C'est une politique menée au nom de l'Europe qui mine la démocratie. Et l'Europe.

Comment promouvoir l'ouverture au monde quand la mondialisation lance salariés et territoires les uns contre les autres ? C'est bien parce qu'elle abandonne ici les classes populaires pour mieux les exploiter là-bas que cette mondialisation produit défiance et phobie. Pour sortir de ce cercle vicieux, nous avons besoin de l'Union européenne. Et loin de nous en sortir, elle semble nous y enfoncer.

Comment faire émerger un imaginaire européen si l'Europe martyrise les Grecs, légitime le dumping social et fiscal, se plie aux lobbys des pesticides, du nucléaire, du pétrole ou du diesel, se divise face à Poutine, à Erdogan ou à Trump, implose lorsque frappe à nos portes une part, juste une infime part de la misère du monde ?

Le «cercle de la raison» qui prétend faire l'Europe à «petit pas» la défait, en réalité, à grande vitesse. Son modèle de développement est périmé, dangereux, mortifère. Face à une telle aporie, ceux qui s'accrochent à leur pouvoir et à leurs vieilles lunes organisent la culpabilisation et la

compétition des laissés-pour-compte : ruraux contre quartiers populaires, usagers contre services publics, travailleurs pauvres et précaires contre chômeurs, nationaux contre migrants. Si rien ne change, tout s'effondrera.

Or, une autre voie est possible. Et nécessaire. L'Europe peut créer des millions d'emplois à haute qualité sociale. Elle peut offrir à un million de jeunes l'opportunité de réaliser un projet professionnel, associatif, culturel, sportif ou universitaire dans un autre pays de l'Union. Elle doit être immédiatement protectrice et mobiliser l'ensemble de son arsenal de politiques publiques pour protéger la santé, le climat et la biodiversité en accompagnant l'innovation, la modernisation et la conversion de l'économie, de l'énergie, de l'agriculture et de la pêche.

La Banque centrale européenne (BCE) rachète chaque mois pour 30 milliards d'euros de dettes publiques sur le marché secondaire avec un impact très marginal sur le financement de l'activité réelle. Utilisons cette ressource gaspillée pour un «Green New Deal» qui financera prioritairement la transition énergétique, la santé et la jeunesse, soit des investissements immédiatement utiles pour les Européens.

Ça tombe bien : la transition écologique - dans l'énergie, l'agriculture, la mobilité, l'industrie - et la création d'un service public européen de la santé sont les deux secteurs les plus intensifs en emplois et les mieux répartis sur tous les territoires ! C'est le pilier d'un nouveau contrat européen de progrès et de protection, la condition indispensable pour s'attaquer aux crises de solidarité qui détruisent le projet européen.

Renforçons cet objet politique extraordinaire que pourrait, que devrait être l'Union. Son espace de délibération démocratique est unique, qui dépasse les frontières nationales pour construire des souverainetés partagées. L'Europe est une communauté de droits et de règles à même, si elle le désire, de réguler la mondialisation plutôt que de la subir. Elle est l'échelle indispensable pour sortir de l'âge du carbone ou des pesticides. Pour combattre les paradis fiscaux ou réguler les Gafa. Pour bâtir un socle commun de droits sociaux. Pour préserver la paix.

Mais l'Europe doit être beaucoup plus que cela : un projet de civilisation en perpétuelle construction. Un projet subversif de liberté et de droits qui, face aux nouvelles menaces, offre de nouvelles sécurités individuelles et collectives. Cette Europe existe déjà. Sous forme d'embryons éparpillés. De villes en quartiers, d'associations en entreprises, de fermes en centres de recherche, elle germe et grandit. Elle s'expérimente, s'invente, se dessine et ne demande qu'à naître vraiment. Mettons cette énergie vitale au cœur de l'agenda.

Le grand débat sur l'Europe s'ouvre donc. Il est crucial pour nous, pour la planète. Nous allons y contribuer avec ferveur, ambition, détermination. Sans rien céder ni aux tenants du statu quo ni aux partisans du repli. Soyons des «semeurs de civilisation», pour reprendre l'expression de Victor Hugo l'Européen. Ensemble, nous sommes l'Europe !

**Libération**



## V) Sarkozy et les "deux corps du roi"



Nicolas Sarkozy sur le plateau de TF1, le 22 mars 2018.

(Handout / TF1)

Par [Pascal Riché](#)

Cécilia Sarkozy entourée des infirmières bulgares, la tente caïdale dans les jardins de l'hôtel de Marigny, la djellabah du guide libyen de la révolution rayonnant, Benghazi assiégée, le visage ensanglanté de Kadhafi dans une rue de Syrte... Soudain, toutes les images nous sont revenues, se bousculant comme dans la "récap" d'une série alambiquée. Bande sonore : le tintinnablement d'autres casseroles en B majeur : Bettencourt, Bygmalion, Bismuth... Puis, familier, est réapparu sur l'écran le visage combatif du héros cabossé, un peu plus grisonnant mais toujours vibrant, son honneur en oriflamme : "Battling Sarko ».

Nicolas Sarkozy est présumé innocent. Le scandale au centre duquel il se débat n'est pas, lui, présumé : il est bien réel et vertigineux. Pour la première fois de l'histoire de la République, un ancien chef d'Etat est soupçonné par trois juges d'instruction sérieux, travailleurs, d'avoir reçu pour sa campagne des valises de billets livrées par un régime étranger, dictatorial qui plus est. Un régime qu'il a ensuite fait tomber par une guerre, ce qui alimente bien des théories fumeuses. Nicolas Sarkozy est présumé innocent, mais selon ces trois juges, il existe suffisamment d'indices "graves et concordants" pour le soupçonner de "corruption passive", "financement illégal de campagne électorale", "recel de détournement de fonds publics libyens".

### Les "petits pois" n'ont plus froid aux yeux

Pour sa défense, l'ancien président ne se contente pas de répondre aux questions des juges, comme le ferait tout citoyen. Il cogne, prend à témoin l'opinion, multiplie les mensonges factuels, évoque, contre toute vraisemblance, un vaste complot. Les médias, les juges, seraient les jouets, sinon les complices, de forces obscures visant à l'empêcher de revenir à l'Elysée.

A l'écouter, tout dans ce dossier judiciaire serait artificiel, documents comme témoignages. Et tout en reconnaissant qu'il n'est "pas au-dessus-des-lois", il brandit l'argument contraire : on ne doit pas traiter ainsi un ancien chef d'Etat. Il en appelle à la sacralité de la magistrature suprême, dont il s'estime encore oint.

« C'est la fonction présidentielle, la France qui est en cause », clame-t-il. Il prend comme bouclier le "deuxième corps du roi", pour reprendre la terminologie du grand historien Ernst Kantorowicz, qui distingue le corps charnel et le corps symbolique du monarque. A écouter l'ancien chef de l'Etat, attaquer le premier, ce serait détruire le second.

Quelle que soit [l'issue des poursuites](#), entend-on, la démocratie en sortira abîmée. Si Nicolas Sarkozy est blanchi, il s'agira d'un scandale judiciaire ; s'il est reconnu coupable, d'un scandale politique. Et les populismes gagneront dans les deux cas. On peut voir la chose tout autrement, et se féliciter au contraire, pour la santé de la démocratie, que les juges - les "petits pois", grinçait Sarkozy - aient de moins en moins froid aux yeux quand il s'agit d'enquêter sur la corruption, seul moyen de la faire reculer en France.

Autrefois, lequel d'entre eux aurait osé mettre un personnage aussi puissant en garde à vue ? La démocratie est certes fragile, mais ces juges font leur travail pour la renforcer. Leur indépendance reste visiblement solide. Laissons-les travailler.



[Pascal Riché](#)

Journaliste



**A Suivre...  
La Presse en Revue**

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**